



l'édito

d' **A**lain
Bergounioux

Sur un silence

Avec le projet de loi travail, le débat principal est à gauche. Se confrontent deux visions de ce que doivent être les relations sociales dans une économie en pleine transformation. Il serait évidemment plus que souhaitable que l'on s'en tienne à des arguments et non à des émotions éloignées des réalités. Ce n'est pas le cas. C'est dommage, car il s'agit, avant tout, et seulement, dans le désormais célèbre article 2 de savoir comment peuvent s'appliquer des accords d'entreprise dérogatoires sur l'organisation du travail, pour faire face aux évolutions économiques, avec l'accord majoritaire des syndicats. Ce qui peut déjà se faire, dans la législation, avec moins de garantie syndicale ! Convenons que nous payons le mauvais équilibre de la première version de la loi qui a donné le ton. Mais les erreurs faites ne justifient pas pour autant les critiques d'aujourd'hui...

Ce projet de loi traduit donc des tensions qui traversent la gauche. Mais, il est également révélateur de l'état des oppositions. La droite - se faisant écho aux préventions patronales qui ne tiennent pas plus que cela à la réalité de la présence syndicale dans les entreprises ! - s'entend pour présenter au Sénat un texte qui détricote, au sens propre, l'ordre public social. Là, il ne s'agit plus de dérogations, mais de tout rebâtir à partir de la seule entreprise. Un certain nombre des candidats à la primaire des républicains en donnent la clef, en proposant - vieille revendication de la droite - de supprimer le monopole de la candidature aux élections professionnelles pour les syndicats représentatifs. Alors que les socialistes, eux, entendent favoriser la resyndicalisation dans et par la négociation d'entreprise, la droite annonce un affaiblissement sans précédent du syndicalisme.

Les lecteurs de la presse quotidienne se sont, sans doute, fait la remarque, de l'absence du Front national dans le débat. Il ne faut pas y voir un effet de la « cure médiatique » que s'impose Marine Le Pen. Le Front national, en effet, ne parle pas parce qu'il est embarrassé (et divisé). Marion Maréchal Le Pen, et ceux qui la suivent, défendent un point de vue proche du petit patronat, fort hostile au syndicalisme, qu'il soit contestataire ou réformiste. Florian Philippot, qui exerce l'influence majeure auprès de la présidente, ne veut pas contredire la CGT pour dériver une part du mécontentement vers le FN. Les dirigeants du Front veulent maintenir leur ambiguïté pour tenir ensemble

des électorats différents. De manière générale, le Front national n'a rien à dire de précis et de constructif sur les relations sociales. Il en va ainsi de tous les grands sujets. Il privilégie les oppositions, dessinant une France des "anti" : anti-Union européenne, anti-immigration, anti-élites, anti-syndicats, etc... Son silence sur l'évolution des relations sociales est ainsi lourd de signification.

Dans cette situation, que doivent faire les socialistes que nous sommes, celles et ceux qui sont attachés à forger les nouveaux équilibres que demandent les transformations en cours ? Avant tout, expliquer clairement ce qui est proposé et doit être fait. Il faut prendre au sérieux les préoccupations des citoyens. Mais, il est délétère de ne pas assumer ce que nous pensons être l'intérêt général. Le pays a besoin de politiques qui correspondent à un projet clair. On ne vote pas pour ce que l'on ne comprend pas.

Front national : combien de divisions ?

Fractures idéologiques, bataille d'ego, divergences internes ? Longtemps marqué par le leadership incontournable de sa présidente, le Front national connaît ses premières fissures. Autant pour des raisons d'ordre doctrinales qu'à cause de la montée en puissance du mouvement et des ambitions propres de Marine Le Pen. Après la lutte frontale qui a opposé celle-ci à son père, d'autres divergences se font jour entre Marion Maréchal Le Pen et Florian Philippot.

Cette diversité ne fait, au fond, que refléter ce qu'a toujours été ce parti : un théâtre d'affrontements entre anciens poujadistes, nostalgiques, pour beaucoup, du pétainisme et des combats coloniaux, et d'autres chapelles de l'extrême droite, dont le rassemblement de Béziers, organisé fin mai par Robert Ménard, révèle les contradictions. Avec, à la clé, des scissions à répétition. Qui ne se souvient, à cet égard, de cette frange contestataire radicale qui n'hésita pas à quitter le FN, en 1981, pour fonder le Parti nationaliste

français. En 1998, c'était au tour de Bruno Mégret, alors numéro 2 du Parti, de provoquer la plus grave crise qu'ait connue cette mouvance, en fondant le Mouvement national républicain, le MNR, qui allait emporter plus de la moitié de l'appareil. Onze ans plus tard, en 2009, Carl Lang, Martine Lehideux, suivis d'autres affidés, claquaient la porte à leur tour pour fonder le Parti de la France, pendant que le maire d'Orange créait la Ligue du Sud.

Querelles intestines. L'histoire du FN se nourrit de ses crises incessantes, souvent violentes, qui ne font que révéler des trajectoires divergentes,

voire opposées. Dernier événement en date, la guerre fratricide que se sont livrés Jean-Marie Le Pen et sa fille, lors de la célébration du 1^{er} mai. Point d'aboutissement de deux ambitions différentes. Le premier n'a eu de cesse, tout au long de son existence, de se revendiquer des origines d'un mouvement qu'il a créé de toute pièce. Heureuse époque où le FN était un agrégat, composé, pour l'essentiel, d'anciens collabos qui ont disparu depuis, au profit d'autres personnalités tout aussi sulfureuses. Le patriar

L'histoire du FN se nourrit de ses crises incessantes, souvent violentes, qui ne font que révéler des trajectoires divergentes, voire opposées. Dernier événement en date, la guerre fratricide que se sont livrés Jean-Marie Le Pen et sa fille, lors de la célébration du 1^{er} mai. Point d'aboutissement de deux ambitions différentes.

arche est, de ce point de vue, un pur produit de l'extrême droite, dans un registre vichyste et maurassien clairement identifié. Négationniste et antisémite, surtout, contrairement à son héritière qui s'est employée, aussitôt désignée à la présidence du parti, à gommer ces termes de son vocabulaire. Sans doute parce qu'elle a saisi l'intérêt d'un travail de « dédialabolisation » pour gravir une à une les marches censées la conduire à l'Élysée. Exit donc les dérapages des élus frontistes,

dont le refus de l'islam reste cependant la marque de fabrique.

Tout autre est sa stratégie. À l'unité de tous les courants se revendiquant de la droite nationale, elle oppose la « respectabilité », en appelant à l'« union des patriotes », véritable pôle de rassemblement à vocation majoritaire. Ce, même si elle reprend les antiennes de son prédécesseur sur la supposée décadence du pays, son asservissement à la finance et à l'Union européenne, le système, l'oligarchie... jusqu'à la « submersion migratoire » qui constitue un véritable poison pour l'Occident. Sous couvert de « rupture », elle ne fait donc

qu'assumer l'héritage légué par son géniteur, sur fond de xénophobie et de nationalisme, qui doivent nous sortir de l'impasse dans laquelle Bruxelles a entraîné la sainte-patrie, de longue date.

Le politologue, Alexandre Dézé, rappelle d'ailleurs fort à propos que l'entreprise de « *dédiabolisation* » de Marine Le Pen s'inspire, en grande partie, de la stratégie mise au point par Bruno Mégret, dans les années 1980, qu'il s'agisse de l'euphémisation du discours – hier, la « *préférence nationale* », aujourd'hui la « *priorité nationale* » –, de la création d'une structure périphérique visant à attirer des candidats de droite – hier, le Rassemblement national, aujourd'hui le Rassemblement Bleu Marine –, de la politique de la main tendue en direction de la droite – hier, le programme minimum commun des élections régionales de 1998, plus tard la charte d'action municipale, au service du peuple français –, de la création de groupes d'experts – hier, le Conseil scientifique du Front national, aujourd'hui le think tank « *Idées nation* » –, ou de la captation de personnes ressources censées attester la normalité politique du parti – hier, l'énarque, Jean-Yves Le Gallou, ou l'universitaire, Jules Monnerot, aujourd'hui, l'avocat, Gilbert Collard, ou l'humoriste, Jean Roucas.

Les fondamentaux. Au-delà, les fondamentaux restent semblables à ce qu'ils ont toujours été. Ainsi, le rejet du « *système* », la préférence nationale, la défense de la nation, la critique de l'Union européenne, la haine de « *l'immigration massive* », l'anti-islam, le principe de mise en corrélation du chômage et de l'immigration, la dénonciation de l'« *insécurité* » comme « *fléau humain et économique* », l'anti-mondialisme, la restauration de la souveraineté populaire par « *l'instauration du référendum d'initiative populaire* », la décadence, ou encore

le rétablissement de la peine de mort, sur lequel Marine Le Pen souhaiterait pouvoir consulter les Français, au moyen d'un référendum... constituent autant d'invariants du programme frontiste. « *Même la thématique sociale, qu'on a pu présenter comme un élément novateur, fait partie, depuis longtemps, des orientations du parti*, explique Alexandre Dézé. *Ainsi, la rupture avec les positions ultra-libérales, autrefois adoptées par le FN, ne date pas de Marine Le Pen, mais du début des années 1990, au moment où le parti commence à s'intéresser aux thématiques sociales pour davantage coller à l'évolution de la sociologie de son électorat. C'est à cette époque que l'un des principaux slogans du parti devient : « Le*

Front national, c'est le social ». Certes, il y a bien quelques innovations réperables dans les orientations programmatiques frontistes version Marine Le Pen, mais elles ne sont que de façade : s'il n'est pas résolument nouveau au FN, le discours « *républicain* » est plus accentué que par le passé, mais sa finalité apparaît, en dernier ressort, conforme à la rhétorique frontiste, puisqu'il vise surtout à dénoncer l'islam et à le présenter comme incompatible avec les fondements du régime

Soucieux d'élargir le socle de son électorat, Florian Philippot adopte clairement une posture néo-travailliste. Son crédo : l'anti-européisme, une critique radicale du marché, l'immigration érigée en « armée de réserve du capitalisme » et le concept d'« UMPS » qui se substitue au marqueur historique du FN « ni droite, ni gauche, Front national » qu'il faudra remplacer.

politique français. »

Exception faite de la Shoah sur laquelle des divergences sont apparues entre père et fille, les ressemblances sont parfois troublantes. « *Lorsque Marine Le Pen assimile les prières de rue à une « occupation » (décembre 2010) ; lorsqu'elle parle de « mondialisation identicide », de « Tchernobyl moral » ou de « monstre européiste » (janvier 2011) ; lorsqu'elle propose de dérembourser ce qu'elle appelle les « IVG de confort » (mars 2012) ; lorsqu'elle se prononce pour l'interdiction du voile islamique et de la kippa dans les lieux publics, en France (septembre 2012) ; lorsqu'elle affirme que « La France est la maîtresse des Etats-Unis et la catin d'émirs be-*

donnants » (septembre 2013); lorsqu'elle déclare qu'elle veut « détruire l'Union européenne » (juin 2014); lorsqu'elle invoque la possibilité de rétablir la peine de mort - à laquelle elle se dit « personnellement favorable » -, au lendemain de l'attaque terroriste perpétrée contre Charlie Hebdo (7 janvier 2015)... Marine Le Pen ne fait finalement que reproduire, fidèlement, la marque du discours lepéniste, contribuant ainsi à entretenir la singularité lexicale du parti », renchérit Alexandre Dézé.

Où sont les réelles divergences ? Les divergences sont ailleurs, dans le « social-étatisme » d'un Florian Philippot, présenté comme l'unique alternative pour préserver la singularité française face aux oripeaux du libéralisme, et maintenir ainsi intact notre système social.

Ce que réfute l'autre héritière, Marion Maréchal-Le Pen, qui se revendique davantage d'un « *pseudo-libéralisme national et conservateur* ».

Plus réservée sur la sortie de l'euro - bien que Philippot ait lui-même évolué sur ce point -, la parlementaire n'hésite pas, pour sa part, à réclamer une baisse de la fiscalité et de la bureaucratie, tout en reprenant à son compte des idées portées par une partie de la gauche, dans les années 1980 : retour à la retraite à 60 ans, augmentation général de 200 € de tous les salaires jusqu'à 1,4 fois le smic, hausse des taxes d'importation, recentralisation du système de l'Education nationale...

D'accord sur l'immigration, l'islam, la sécurité et le protectionnisme, l'appareil dirigeant ne parvient cependant pas à masquer ses divergences sur le rôle de la puissance publique. Soucieux d'élargir le socle de son électorat, Florian Philippot adopte clairement une posture néo-travailleuse. Son crédo : l'anti-européisme, une critique radicale du marché, l'immigration érigée en « *armée de réserve du capitalisme* »

et le concept d'« UMPS » qui se substitue au marqueur historique du FN « *ni droite, ni gauche, Front national* » qu'il faudra remplacer. Surtout, il ne manque pas une occasion de s'opposer à la ligne libérale, anti-étatiste et poujadiste de Jean-Marie Le Pen, auquel il oppose la figure du général de Gaulle. S'il propose de sortir de l'euro et de l'Union européenne, c'est pour mieux se revendiquer d'un protectionnisme prétendument colbertiste et en appeler à un Etat fort, afin d'aspirer les voix des néo-souverainistes et protectionnistes de tous bords. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, il reste la caution intellectuelle de Marine Le Pen, qui jongle avec les arguments techniques et multiplie les figures de style pour imposer une ligne plus respectable que celle de son père. Cette vision de l'économie s'enracine

dans une conception inégalitaire globale. Pour l'extrême droite, ce qui compte, c'est la vision du monde. L'économie n'est qu'un moyen à son service. Le « *protectionnisme intelligent* » de Marine Le Pen et Florian Philippot n'est, de ce point de vue, que la traduction d'une offre de protection globale par une souveraineté globale. Et la réforme qu'il préconise reste minimaliste, à tout points de vue. Elle se limite à un discours global et radical, par rapport au système, fondé sur le principe de

« *préférence nationale.* » « *Le génie du coup de la préférence nationale, c'est de dire aux électeurs que la question de l'emploi pourrait être réglée sans qu'aucune personne du corps électoral n'ait à faire de sacrifice. C'est extraordinaire : personne d'autre n'est en mesure de proposer ça* », résume l'historien Nicolas Lebourg.

Mais, cela ne doit pas masquer que les recettes restent fondamentalement les mêmes que celles utilisées par Jean-Marie Le Pen. Une rhétorique antisystème - alors que Florian Philip-

Pour l'extrême droite, ce qui compte, c'est la vision du monde. L'économie n'est qu'un moyen à son service. Le « protectionnisme intelligent » de Marine Le Pen et Florian Philippot n'est, de ce point de vue, que la traduction d'une offre de protection globale par une souveraineté globale. Et la réforme qu'il préconise reste minimaliste, à tout points de vue.

pot en est lui-même issu ! - permet de cibler ces catégories de la population - particulièrement, dans les zones reléguées - qui ne supportent pas les discours des élites politiques, économiques ou citoyennes. À chaque sous-groupe, une rhétorique différente, en adaptant le discours à la spécificité d'un territoire ou d'une catégorie socioprofessionnelle.

Une alternative dangereuse. Si elle permet d'engranger des résultats électoraux encourageants, cette option n'est pas une garantie pour l'avenir. Cette stratégie attrape-tout, destinée à brouiller les repères pour mieux désinhiber les électeurs de gauche comme de droite, n'a pas l'heur de plaire à une partie de l'électorat qui éprouve le sentiment de perdre son identité. Le cœur du FN, en effet, est resté à droite et à l'ex-

trême droite. Hermétique au rassemblement des souverainistes, il parie, en réalité, sur une recomposition de la droite. Ce que semble avoir saisi Marion Maréchal Le Pen, dont le discours est plus droitier, économiquement libéral et sans doute plus sensible à la question identitaire et à l'immigration. Fondamentalement, celle-ci incarne une ligne nationale-conservatrice, directement inspirée de celle de son grand-père,

quand Philippot se plaint à dépasser les clivages. Soucieuse de siphonner l'électorat de droite et de complaire à une partie de sa clientèle politique, composée d'artisans, de commerçants et de patrons de TPE-PME, la benjamine de l'Assemblée nationale affiche un discours ouvertement libéral qui ne se différencie, au fond, qu'à la marge de celui de son grand-père, aux accents poujadistes.

« On sait qu'elle a exprimé à plusieurs reprises des réserves quant à la proposition de sortie de l'euro qui est encore au cœur du programme du FN, confiait récemment Gilles Ivaldi, chercheur au CNRS et co-auteur des *Faux semblants du Front national* (Challenge, 7

décembre 2015). Elle sait que cette proposition continue d'isoler le FN et constitue un frein important à une alliance avec la droite parlementaire au plan local. » Une singularité d'autant plus utile qu'elle répond à une double stratégie : la défense, à l'échelle nationale, d'un programme étatiste, plus à gauche, autour du maintien des services publics, notamment, dont l'ambition est de mettre en porte-à-faux droite et gauche confondues, et, au niveau local, un projet plus classique privilégiant la réduction de la fiscalité et de la bureaucratie, en ciblant, plus particulièrement, les petits entrepreneurs. Ces mesures, plus compatibles avec la droite classique, ont pour finalité de favoriser des alliances futures avec des élus divers droite ou issus des rangs de LR.

Cette ligne libérale-conservatrice était déjà celle de son grand-père, qui n'hésitait pas à se réclamer de Reagan et Thatcher, dans les années 80. Le projet qu'elle a déployé dans le cadre des régionales prévoyait, de ce point de vue, un soutien massif aux petites entreprises, aux artisans et aux commerçants, une formation professionnelle recentrée sur les besoins des entreprises et le patriotisme économique régional. Vision, on ne peut plus classique d'une région « guichet », fondée

sur la multiplication des aides et subventions. Marion Maréchal Le Pen, incarnation d'une ligne nationale-conservatrice ? Son libéralisme économique et son conservatisme sur le plan des mœurs, qui s'est affirmé dans l'opposition à la loi Taubira, vont dans ce sens. Au fond, elle ne fait qu'incarner la synthèse entre nouveauté et continuité. En cela, elle est peu éloignée des idées du président d'honneur du FN, exception faite - et c'est fondamental - des questions qui fâchent. Ce qui ne la rend que plus dangereuse, et peut-être plus nocive encore qu'un Florian Philippot.

Bruno Tranchant



Pervenche Berès...

... est présidente de la Délégation socialiste française au Parlement européen. Elle est députée européenne, pour la circonscription Ile-de-France et Français établis hors de France. Précision : cet entretien a été réalisé avant l'élection présidentielle autrichienne, marquée par la victoire, le 23 mai dernier, de l'écologiste Alexander Van der Bellen (Verts) face au candidat d'extrême droite, Norbert Hofer (FPÖ).

« L'ampleur de la mutation et l'incompréhension qui en résulte, expliquent le décrochage des jeunes et de toute une partie de l'opinion tentée, aujourd'hui, par le vote FN »

?

Les élections régionales de décembre dernier se sont soldées par une nouvelle et forte poussée du Front national, en France. Dans le reste de l'Europe, les partis populistes ont également le vent en poupe, et participent même au pouvoir dans cinq pays de l'Union. Comment analysez-vous ce phénomène ?

Ce phénomène s'inscrit dans une remise en cause globale des partis politiques traditionnels. En parallèle du résultat enregistré par ces mouvements nationalistes, on voit aussi des candidats hors système ou surprise émerger,

comme Bernie Sanders, aux Etats-Unis, ou Jeremy Corbyn, au Royaume-Uni. Ou bien encore la percée de Podemos, avec Pablo Iglesias, en Espagne, de Syriza, avec Alexis Tsipras, en Grèce, ou même des mouvements comme *Nuit Debout*, en France. Le FN l'a bien compris, et c'est pour cela qu'il se présente comme la seule alternative. Ceci démontre à quel point l'offre politique est devenue plus complexe, en Europe, mais aussi aux Etats-Unis.

La représentation parlementaire classique est remise en cause par une appropriation de la chose publique, à travers des outils fondamen-

talement différents. À commencer par les réseaux sociaux qui ont bouleversé les comportements électoraux et l'engagement citoyen. Chacun partage le sentiment qu'il peut, à travers les réseaux sociaux, prendre pleinement part au système et en devenir directement acteur. L'instan-tanéité induite par les réseaux sociaux pousse à partager du contenu, sans toujours prendre le temps de la réflexion, sans parler des montages et fausses informations qui y circulent en cercles fermés et des algorithmes qui suggèrent du contenu similaire à celui que vous lisez déjà. Internet et les réseaux sociaux sont des outils utiles à la démocratie et à l'engagement : mais une éducation spécifique au numérique est indispensable, tout comme une réflexion sur la portée politique et sociétale des algorithmes.

Face à ce flottement de la structuration démocratique, les mouvements nationalistes comme le FN, sont très à l'aise. Le FN dispose d'une forte expérience dans la communication directe, il était l'un des premiers partis politiques à être présent sur le Minitel et le premier à disposer d'un site Internet, dès 1994. Aujourd'hui, les responsables, militants et sympathisants du FN sont très présents et particulièrement bien structurés sur les réseaux sociaux. Et je ne suis pas certaine, sur ce point, que les autres partis aient suffisamment se renouveler, en termes de représentations et de pratiques.

Comment analysez-vous ce phénomène ?

Pour beaucoup, ceux qui se confortent dans le nationalisme sont nécessairement des nostalgiques de l'État-nation, mais aussi d'une époque révolue, les Trente Glorieuses, quand le Mur de Berlin divisait l'Europe en deux parties distinctes : un impérialisme européen qui ne disait pas son nom et une perspective de progrès sans limites. Aujourd'hui, ce modèle est fondamentalement ébranlé. Il est clair qu'un travail d'accompagne-

ment de la pensée et d'explication du nouveau monde qui laisse beaucoup de gens sur le côté, n'a pas été effectué.

La nature de la construction européenne, depuis la crise financière de 2008, est-elle à l'origine de ce regain populiste ?

C'est une des causes. La crise financière est apparue comme le révélateur du risque de déclassément que ressent toute une partie de la population. La manière dont la crise a été gérée par une série de décisions prises trop tardivement et trop timidement a renforcé ce sentiment. Dès 2008, le risque d'une privatisation des profits et d'une mutualisation des dettes a été perçu avec force par beaucoup. L'impression que les

Etats se soient efforcés de sauver les banques, plutôt que les emplois, n'a fait qu'accentuer le malaise. Les travaux de l'économiste, Tony Atkinson, sont à cet égard particulièrement éclairants. Il établit un lien entre la crise et la montée en puissance des inégalités. Et effectivement, avec et depuis les Trente Glorieuses, la répartition de la valeur ajoutée entre le capital et le travail n'a cessé de se

dégrader. Atkinson montre ensuite que la crise elle-même produit de nouvelles inégalités. L'ampleur de cette crise, l'incompréhension et la peur pour l'avenir qui en résultent, expliquent le décrochage des jeunes et de toute une partie de l'opinion tentée, aujourd'hui, par le vote FN.

N'oublions pas, non plus, la séquence politique intervenue en Grèce. L'idée que l'on ait pu, au lendemain d'une élection démocratique faite sur un programme de refus de l'austérité, imposer à un pays souverain des conditions aussi drastiques pour résorber sa dette intérieure a braqué une partie de l'opinion, pendant que d'autres - proches du FN et des mouvements nationalistes - dénonçaient un diktat de Bruxelles et de Berlin, tout en s'opposant à tout nouveau plan d'aide pour la Grèce financé sur « le dos du contribuable

français ». Tout cela contribue au regain du populisme.



La crise des réfugiés et l'annonce de nouvelles vagues migratoires ne contribuent-elles également pas à renforcer ce problème ?

Il ne s'agit pas d'un phénomène nouveau, le FN a toujours surfé sur la question migratoire. Ce drame ne fait donc qu'alimenter son fonds de commerce. Dès lors que cet élément se conjugue avec la crise financière, la situation devient propice pour séduire un électorat déclassé ou ayant le sentiment ou la crainte de l'être. En parlant des « oubliés » de la République, le FN s'emploie à démontrer qu'on a laissé pour compte toute une partie de la population.

L'expression des parlementaires européens frontistes est, à cet égard, très significative. Le FN ré-évoque l'idée même d'accueil de réfugiés et parle de « clandestins » ou d'« immigrés », en clair de « personnes qui viennent voler les emplois et profiter des aides sociales ». Il dénonce une « préférence étrangère » menée au détriment des citoyens français. N'oublions pas, sur ce point, que l'une des principales revendications de David Cameron, pour calmer son opinion

publique, est d'exclure les migrants des prestations sociales. Un sujet sur lequel le FN est en total accord ! Ce discours est pourtant contredit par les faits. Les chiffres de la Commission européenne montrent qu'en novembre 2015, l'immigration a généré une hausse de 0,3 % de croissance, à l'échelle européenne, et de 0,5 % en Allemagne. Ce mouvement de population se traduit donc, dans les faits, par une relance bénéfique pour tous.

Mais en réalité, pour le FN, la question n'est pas tant celle du « flux » que celle du « stock ». Il ne préconise pas seulement de fermer les frontières pour bloquer de nouveaux arrivants, mais veut aussi installer la guerre entre les Français de souche et les autres. Le discours sur la théorie du

Le discours sur la théorie du « Grand remplacement » est aujourd'hui conforté par l'accueil des réfugiés, avec l'idée insupportable que les demandeurs d'asile viendraient peu à peu se substituer au peuple européen. Ceci conduit à une contradiction profonde, puisque le parti frontiste prétend défendre la République. Or, la question de l'intégration est un élément constitutif de son socle.

« Grand remplacement » est aujourd'hui conforté par l'accueil des réfugiés, avec l'idée insupportable que les demandeurs d'asile viendraient peu à peu se substituer au peuple européen. Ceci conduit à une contradiction profonde, puisque le parti frontiste prétend défendre la République. Or, la question de l'intégration est un élément constitutif de son socle.



La menace du Brexit et une victoire du non en Angleterre, ne risquent-elles pas de donner du grain à moudre aux partis nationaux-populistes ?

Au Parlement européen, Madame Le Pen n'est jamais parvenue à nouer la moindre alliance avec le UKIP de Nigel Farage, le parti pour l'indépendance du Royaume-Uni.

Son groupe ne comprend qu'une élue britannique, exclue de ce parti, suite à une affaire de fausse facture. Ceci n'empêche pas le FN d'utiliser le cas britannique pour vouloir imposer l'idée, en France, d'une renégociation avec la Commission et d'un référendum. On ne peut, à cet égard, qu'être frappé par l'amateurisme de la cheftaine du FN et sa simplification des situations. Peut-on comparer la France au Royaume-Uni, dans leurs relations avec l'Union européenne ? La

France est un des membres-fondateurs de l'UE, elle fait partie de l'espace Schengen et de l'eurozone. Les conséquences d'une sortie de l'Union de notre pays n'auraient rien à voir avec celles qu'elles auraient pour l'économie britannique, alors que le FMI, lui-même, s'inquiète d'ores et déjà des effets d'une sortie éventuelle du Royaume-Uni de l'UE sur l'économie mondiale. Les Britanniques ont, depuis l'origine, une relation spéciale à l'UE. Un départ de la France aurait un effet systémique.



Existe-t-il une homogénéité entre les mouvements nationalistes ?

Depuis qu'elle a été élue au Parlement européen, Madame Le Pen se donne beaucoup de mal

pour incarner une conjonction entre un souverainisme total et la structuration européenne d'un mouvement nationaliste européen d'abord pour pouvoir pour elle-même disposer des moyens d'un groupe politique. En juin 2015, elle a réussi à créer un tel groupe politique (1) au Parlement européen, en s'alliant avec d'autres partis nationalistes d'Europe. Cette nouvelle situation a favorisé l'influence et la structuration des nationalistes et populistes, au sein de l'institution, et leur a donné accès à un nouvel espace d'expression, autour des principes de souveraineté et de « nations libres ». Le Parti de la liberté d'Autriche (Freiheitliche Partei Österreichs, FPÖ) de Heinz-Christian Strache et de Norbert Hofer représente un véritable modèle pour le FN. Il s'en est largement inspiré dans le processus de dédiabolisation et, aujourd'hui, les élus frontistes se précipitent pour féliciter leurs homologues autrichiens, après la dernière élection présidentielle, en Autriche. Les relations étroites entretenues entre le FPÖ et l'Alternative pour l'Allemagne (Alternative für Deutschland, AfD) ont certainement convaincu Marcus Pretzell (AfD) de rejoindre le groupe « Europe des Nations et des Libertés » de Madame Le Pen. Cependant, ce succès reste mitigé. Un seul des membres de l'AfD a franchi le pas, contre les orientations nationales du parti. L'autre élue a préféré s'allier avec Nigel Farage qui refuse, jusqu'à maintenant, de s'associer au FN. Ce dernier impose également quelques lignes rouges, en refusant tout contact avec Aube Dorée grecque ou certains députés non-inscrits. Ceci démontre à quel point les projections de l'extrême droite, au sein de l'espace européen, sont compliquées.



Au-delà, le repli identitaire peut-il être le vecteur d'une confusion des droites ?

Lorsque Madame Morano, députée européenne,

évoque la race blanche, elle entretient clairement la confusion des genres. Nous constatons une radicalisation des droites sur les questions migratoires et des dérapages incessants sur la non-appartenance supposée des migrants à la chrétienté. On entend ce discours, en France, mais aussi ailleurs en Europe, que ce soit dans la bouche de Viktor Orban, en Hongrie, mais aussi dans celle du Chef de gouvernement socialiste slovaque, Robert Fico. Il est urgent que chacun commence par balayer devant sa porte. Le camp des progressistes doit être exemplaire sur ce point. Ceci vaut aussi à l'égard de l'Autriche, avec la question de la fermeture des frontières et

la résistance au candidat FPÖ. La démission du social-démocrate, Werner Faymann, au lendemain du premier tour de l'élection présidentielle dans ce pays, où il a été accusé d'avoir trop surfé sur les thèmes de l'extrême droite, est de ce point de vue, significative. Je regrette que les lignes de défense ne soient pas toujours assez claires. Le risque de confusion et de pollution est, de toute évidence bien présent.

N'y a-t-il pas lieu d'améliorer le gouvernement de l'UE pour préserver - ou renforcer - le modèle social européen ?

Nous nous trouvons à un moment charnière de la construction européenne, et avons besoin de clarification. Lors d'une mission d'observation en Grèce, en avril dernier, certains interlocuteurs nous ont affirmé qu'il était difficile de demander aux Grecs de payer l'impôt, s'ils n'en percevaient pas le moindre gain en retour. Ne serait-ce qu'en termes de qualité des services publics ou de soins médicaux. Ce qui vaut pour ce pays vaut pour l'ensemble des Européens auxquels des efforts sont demandés, sans qu'ils en perçoivent les avantages en retour. Sans doute, parce que nous n'avons pas su leur expliquer les bénéfices qu'ils pouvaient en tirer. Mais aussi parce que

nous avons commis des erreurs d'orientation qui nous obligent aujourd'hui à refonder le modèle européen. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle je milite pour un changement de paradigme autour de la zone euro, même si la situation autrichienne rend les choses encore plus compliquées.

Enfin, il nous faut défendre un modèle social fondé sur le principe : « À travail égal, salaire égal ». Ce qui nécessite la reprise du débat sur le problème des travailleurs détachés. En clair, il n'est pas question que les acteurs issus des pays-membres de l'UE alimentent le dumping social. Or, dans les conditions actuelles, le principe de convergence sociale n'existe pas. Les cotisations ne sont pas les mêmes selon que vous viviez en France ou en Roumanie. Je plaide donc pour une relance qui permette de lutter contre le dumping et un recours à l'euro pour consolider un espace de solidarité renforcée.

La réponse à la montée des populismes ne dépendra pas que de cette refondation que j'appelle de mes vœux et qui vient de faire l'objet d'une tri-

bune que j'ai co-signée avec Jean-Christophe Cambadélis, Bruno Le Roux, Didier Guillaume et les membres de nos trois groupes parlementaires, publiée à l'occasion de la journée de l'Europe (2) Mais, elle fait partie des outils dont nous devons nous doter.

Propos recueillis par Bruno Tranchant

(1) Baptisé « *Europe des Nations et des Libertés* », ce groupe compte 39 membres de 9 nationalités différentes. Plus de la moitié d'entre eux sont Français, estampillés FN et/ou RBM. Pour les autres, la présidente du FN est allée piocher dans des formations aux positions sulfureuses auxquelles elle se trouve associée, de fait.

(2) Tribune publiée dans le journal *Le Monde*, le 9 mai 2016 : « *Pour une refondation profonde de l'Union européenne* » - http://abonnes.lemonde.fr/idees/article/2016/05/09/pour-une-refondation-profonde-de-l-union-europeenne_4915966_3232.html

La Revue Socialiste

**Le numéro de ce mois-ci consacre un dossier spécial
aux défis de l'innovation. À lire !**



MR. MME. Mlle.

PRÉNOM

ADRESSE

CODE POSTAL

VILLE

TÉLÉPHONE

E-MAIL

Ci-joint mon règlement de la somme de euros par chèque à l'ordre de Solfé Communications – Revue socialiste

DATE :

SIGNATURE :

Une campagne longue et finalement incertaine

Nous sommes à un peu moins de six mois des échéances des primaires à droite de novembre prochain, et à onze mois de l'élection présidentielle, elle-même.

Pour l'heure, Alain Juppé semble toujours disposer d'un avantage important dans la double compétition engagée. Tous les sondages le confirment. Il aurait creusé l'écart dans la course aux primaires et semblerait pouvoir arriver nettement en tête, lors du premier tour du scrutin présidentiel.

Pourtant, des données et des pressentiments viennent altérer cette première impression. D'une part, la bataille des primaires à droite est une vraie course de fonds avec le danger d'un essoufflement avant même le sprint final de l'automne. Et le risque de « Balladurisation » ne peut pas être écarté, même si Alain Juppé, lui, a déjà été élu sur son nom, contrairement à l'ancien Premier ministre. D'autre part, Nicolas Sarkozy croit que la consultation primaire, dont il ne voulait pas à l'origine, reste le dernier obstacle à la réalisation de sa revanche. Son engagement dans la bataille se prépare minutieusement, comme en témoigne son rapprochement désormais officialisé avec François Baroin qui n'est pas simplement un chiraquien historique, mais aussi le chef de file des élus de droite, en raison de son statut de président de la puissante Association des maires de France, l'AMF, avec ses influences et ses réseaux.

Des pronostics toujours hasardeux. En outre, toutes les études d'opinion se sont largement

fourvoyées dans l'histoire de la V^e République, surtout quand il s'agit des pronostics portant sur l'élection du président de la République au suffrage universel direct. Cette grande approximation est systématique et manifeste surtout à six mois ou à un an d'une échéance. Que ce soit à l'orée des campagnes présidentielles de 1965, 1981, 1995, 2002, et même 2012.

En effet, chaque campagne - de consultation primaire ou d'élection présidentielle - possède sa propre logique, sa propre dynamique. Et ce sont les trois dernières semaines d'explication démocratique, qui font toujours la différence, y compris sur l'ordre d'arrivée au premier tour, donc sur les possibilités d'accéder et de figurer au second.

Dans ce contexte, le maire de Bordeaux s'efforce de gérer son avance virtuelle ou présumée, au risque de se laisser déborder par l'actualité quotidienne, au risque de se voir reproché de n'avoir rien à dire ou de ne pas oser. La posture du « sage » a ses limites dans une campagne primaire où, à l'évidence, tous les coups seront permis, puisque pour la droite, toujours « modeste » dans ses intuitions, la victoire à la primaire ouvre mécaniquement les portes de l'Élysée. L'attitude actuelle d'Alain Juppé est d'ailleurs dangereuse pour lui-même ; parce que l'ancien chef de l'État s'apprête à tenter le tout pour le tout ; parce que la candidate de l'extrême droite cherchera ensuite à le bousculer ; parce que la gauche ne se prive et ne se privera pas de lui rappeler qui il est, et en quoi il n'a pas changé, depuis plus de trente ans.

L'attitude actuelle d'Alain Juppé est dangereuse pour lui-même ; parce que l'ancien chef de l'État s'apprête à tenter le tout pour le tout ; parce que la candidate de l'extrême droite cherchera ensuite à le bousculer ; parce que la gauche ne se prive et ne se privera pas de lui rappeler qui il est, et en quoi il n'a pas changé, depuis plus de trente ans.

Une incapacité à se renouveler. Déjà, en 1986, ministre du Budget de Jacques Chirac, il préconisait et mettait en œuvre, la suppression de l'impôt sur les grandes fortunes (IGF), jugé « *anti économique* », l'affaiblissement du Droit du Travail, la privatisation de l'économie et la constitution des « noyaux durs » qui structurerent encore le capitalisme français, avec les carences que l'on connaît, la fragilisation de l'État stratège.

Entre 1995 et 1997, le maire de Bordeaux, alors Premier ministre, débutait la législature par l'augmentation brutale de 2 points de TVA, jugeant la gestion financière du gouvernement Balladur, auquel il avait pourtant participé, calamiteuse. Il tentait ensuite d'imposer le plan « Juppé » sur les retraites, qui prévoyait déjà l'émergence d'un processus de capitalisation rampante, s'estimant « *droit dans ses bottes* », avant de céder sur l'essentiel de son projet de réforme, à la demande de Jacques Chirac. A chaque fois, qu'il s'agisse de la première cohabitation, de 1986 à 1988, ou de l'exercice du pouvoir sous l'autorité du Président Jacques Chirac, de 1995 à 1997, son passage aux responsabilités

d'une durée d'environ deux ans, s'est soldé par un échec économique et social et une sanction politique. En 1988, par la large victoire de François Mitterrand - plus de 54 % des suffrages - sur la droite. En 1997, par la dissolution incompréhensible et finalement ratée, et le succès absolu de la gauche plurielle, sous la conduite de Lionel Jospin. En clair, et à chaque fois, un échec pour le pays d'abord, pour la droite, ensuite.

Une droite pas si sûre de son « champion ».

La mémoire de cette réalité et de cette récurrence dans la contre-performance, taraude encore aujourd'hui la droite dans ses profondeurs. Nicolas Sarkozy a certes perdu, une fois, en

2012 ; Alain Juppé a contribué à faire perdre deux fois, et la dernière, à cause d'un plan mal ajusté et mal présenté et d'un engagement explicite et insistant, pour une fausse manœuvre politique caractérisée, qui restera longtemps dans les mémoires, à savoir la dissolution de l'Assemblée nationale pour convenance personnelle du printemps 1997. N'avait-il pas rétorqué, sûr de son fait, fin avril 1997, à celles et ceux qui a gauche lui reprochaient la brutalité de son initiative, qu'« *il fallait se tenir prêt à affronter le suffrage universel en toutes circonstances* » ? Au final, il n'a même pas pu, à l'époque, faut-il le rappeler, conduire la bataille du deuxième tour, laissant le champ libre à un duo improbable et d'accord sur rien, compre-

nant Alain Madelin, l'ultra « libéral », et Philippe Seguin, le colbertiste.

Dans le même temps, chacun perçoit bien l'incapacité de ce candidat, ancien responsable du RPR et de l'UMP à se renouveler sur le plan des propositions économiques et sociales et du discours politique. Il préconise la baisse de 100 milliards de dépenses publiques, sans se soucier du risque déflationniste ; la retraite à 65 ans, à

l'échéance de 10 ans, sans se préoccuper de la situation de l'emploi, ni de l'inégalité d'espérance de vie moyenne selon les catégories socio-professionnelles ; la mise en cause de « l'assistanat » sans respecter les principes de solidarité et de cohésion sociale.

Ce sont toujours les mêmes recettes, les mêmes attitudes, les mêmes gestes, ceux d'un homme qui croit en sa supériorité intellectuelle et n'oublie jamais de le faire sentir aux autres, sauf à ceux qui sont sortis devant lui de la même promotion de l'ENA ou de Normale Sup. Ceux d'un homme qui pense que l'alignement sur les canons de la mondialisation libérale constitue le seul horizon indépassable, faute d'imagination et de volonté. Ceux d'un

A chaque fois, qu'il s'agisse de la première cohabitation, de 1986 à 1988, ou de l'exercice du pouvoir sous l'autorité du Président Jacques Chirac, de 1995 à 1997, chaque passage aux responsabilités d'une durée d'environ deux ans, s'est soldé par un échec économique et social et une sanction politique.

dirigeant qui considère que le pays n'a d'autre solution que de prendre congé de l'histoire. Ceux d'un responsable politique qui raisonne comme à la fin du vingtième siècle.

Alain Juppé, contrairement à certains responsables politiques de sa génération et de son mouvement politique comme Philippe Seguin ou même Jacques Toubon, n'a jamais été gaulliste. Il a toujours été, parfois avec talent, souvent avec arrogance, un homme d'ordre

« libéral ». Un conservateur convaincu, qui ne croit ni au dialogue social, ni à la protection sociale solidaire, ni à la fiscalité comme instrument de redistribution et de justice sociale. Bref, un homme nostalgique d'un ordre social du passé, bien qu'identifié, notamment depuis son passage à Matignon, à un vrai passif.

M.B.